

Daniel Bensaïd

## Introduction à l'œuvre de Marx

### Classes, castes, bureaucratie

Ce texte, daté de 1992, fait partie d'un cycle de formation intitulé « Introduction à l'œuvre de Marx ». Il a, comme un premier texte déjà publié sur ce site <sup>1/</sup>, servi de canevas à plusieurs passages de Marx l'intempestif ainsi qu'à d'autres textes ultérieurs.

#### 1. Castes, ordres, classes

Dans le *Despotisme oriental*, Karl Wittfogel relevait déjà la double acception, « stricte » ou « large », de la notion de classe <sup>2/</sup>. Pour marquer la différence, Trotski a caractérisé la bureaucratie comme une caste sans justifier ce choix autrement que par analogie. La notion de caste procède chez lui d'une intuition différentielle (quelque chose qui se distingue de la classe « au sens moderne ») plutôt que d'une élaboration conceptuelle. Il est en outre difficile de savoir ce qu'il pouvait connaître sur le système des castes. D'après le *Littre*, une caste est d'abord quelque chose de *non-mélangé*. En anglais comme en français, les notions de caste et de tribu sont restées longtemps confondues, jusqu'à ce qu'émerge l'idée plus pré-

cise d'un groupe exclusif. Chez Max Weber, la caste est une modalité particulière du *stand* (« état ») ou « *status group* ». L'anthropologue américain Alfred Kroeber la définit comme une « classe prenant conscience de soi ». D'autres n'y voient qu'un développement spécifique des corporations de métier.

Pour aller au-delà de l'analogie et approfondir ce qu'il peut y avoir d'heureux dans le choix terminologique de Trotski, il est utile de revenir sur l'analyse des castes chez Louis Dumont <sup>3/</sup> : « Le système des castes divise l'ensemble de la société en un grand nombre de groupes héréditaires distingués et reliés par trois caractères : *séparation* en matière de mariage et de contact direct ou indirect (nourriture); *division* du travail, chacun de ces groupes ayant une profession traditionnelle ou théorique dont ses membres ne peuvent s'écarter que dans certaines limites; *hiérarchie* enfin, qui ordonne les groupes en tant que relativement supérieurs et inférieurs les uns aux autres <sup>4/</sup>. » La notion de caste renvoie donc pour Louis Dumont à celles de séparation, de division du travail, de hiérarchie...

Chez les Brahmanes, les deux catégories extrêmes, les prêtres de principe et les intouchables, recouvrent celles de pur et d'impur. Les uns et les autres ne peuvent utiliser les mêmes puits. Ces catégories ordonnent le système des castes (« jati »), la notion de « jati » connotant avant tout la naissance et faisant du groupe héréditaire le groupe de référence. Mais il y a en Inde une autre hiérarchie que celle du pur et de l'impur, celle des quatre « varna » (couleurs ou états) : les Brahmanes ou prêtres, les Kshatriyas ou guerriers, les Vuishyas ou marchands, les Shuchas ou serviteurs, plus les Intouchables.

Louis Dumont considère qu'il existe un rapport complexe entre les deux systèmes, celui

des « varnas » et celui des « jatis » Dans les « varnas », le dernier groupe, celui des serviteurs, s'oppose au bloc des trois autres. Le roi n'a pas le pouvoir de sacrifice. En principe, le pouvoir se subordonne la prêtrise. Dans la réalité, c'est l'inverse. Mais autorité temporelle et spirituelle sont dissociées. Le système des castes se distinguerait quant à lui par « la disjonction entre statut et pouvoir ». Il y a caste « seulement là où ce caractère est présent ». Il faudrait distinguer entre, d'une part, l'échelle des statuts dits religieux, que Dumont appelle hiérarchie (et qui n'a rien à voir avec le pouvoir) et, de l'autre, la distribution du pouvoir, économique et politique, qui, malgré son importance, reste distincte et en dernière instance subordonnée à la hiérarchie.

Ce concept de hiérarchie serait selon Louis Dumont le point aveugle de l'homme moderne : la « *méconnaissance de la hiérarchie* » ! « Il ne la voit point <sup>5/</sup>. » Parce que, comme le remarquait déjà Tocqueville, « la démocratie brise la chaîne et met chaque anneau à part... » Or, la hiérarchie est, dans le système des castes, « la forme consciente de référence des parties au tout ». Chez les modernes, elle se réduit au commandement nu. « La hiérarchie indienne est bien si l'on veut gradation, mais non pouvoir ni autorité » : « toute idée de commandement étant laissée de côté, la perspective religieuse commande un classement des êtres selon leur degré de dignité... ». La présence de la religion n'est donc pas absolument indispensable. La hiérarchie dans son acception la plus générale se présente comme « un principe de gradation des éléments d'un ensemble par référence à l'ensemble » <sup>6/</sup>.

À l'époque moderne, devenue stratification sociale, elle est du même coup « honteuse et refoulée ». Jadis, qu'elle implique ou non un dieu ou un roi en tant que médiateur, elle

<sup>1/</sup> Quatre textes de ce cycle de formation « Introduction à l'œuvre de Marx » ont été retrouvés et sont (ou seront) publiés sur ce site : « Classes, théorie et pratique », « Classes, castes, bureaucratie », « Centralité prolétarienne et réformisme révolutionnaire », « Classes et mouvements sociaux ».

<sup>2/</sup> Karl Wittfogel, *le Despotisme oriental*, éditions de Minuit, 1964.

<sup>3/</sup> Louis Dumont, *Homo hierarchicus*, Gallimard, 1967. Voir aussi Alberto Pla, *Modo de produccion asiatico y formaciones economico sociales Inca y Azteca*, El Cabillito, Mexico, 1982.

<sup>4/</sup> Louis Dumont, *op. cit.*, p. 36.

<sup>5/</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>6/</sup> *Ibid.*, p. 91 et 92.

exprimait l'unité et l'ordre cosmique d'une société : « la hiérarchie intègre la société par référence aux valeurs ». Ces données structurelles permettent d'indiquer en première approximation la pertinence et les limites de l'analogie employée par Trotski.

Du point de vue de l'exploitation, le système des castes implique à la fois *inégalité et sécurité pour les inférieurs*. Sur le marché, tous les acheteurs sont supposés formellement égaux. La société hiérarchique définit au contraire une interdépendance selon l'ordre prescrit. La distribution a lieu en vertu de l'interdépendance <sup>7/</sup>. Il existe une sorte de « plan » religieux. D'où l'idée, présente chez Alec Nove, d'un rapport organique, consubstantiel, entre planification et hiérarchie <sup>8/</sup>. Alec Nove lie la hiérarchie au problème de l'information. Les instructions du plan doivent être exprimées en unité de mesure. Supposons le produit moyen composé, disons, de 250 sous-produits. Il y a toujours « trop d'informations à traiter ». Il s'agit de définir la qualité face à la quantité, la même quantité numérique (en poids, nombre, etc.) pouvant avoir des valeurs d'usage différentes : « Ceux qui attribuent les distortions du système de planification à la bureaucratie et au manque de démocratie ont mis la charrue avant les bœufs. Une fois fixé le but de remplacer le marché par le plan, le commerce par l'allocation administrative des ressources, la main invisible par le visible, le contrôle central devient une nécessité objec-

<sup>7/</sup> Sur la réciprocité et la réciprocité générale, voir Karl Polanyi, *la Grande Transformation*, Paris, Gallimard, 1983 (écrit en 1944), et Serge-Christophe Kolm, *le Bonheur Liberté, bouddhisme profond et modernité*, Paris, Puf, 1982.

<sup>8/</sup> Alec Nove, *Economics of Feasible Socialism*. Pour la discussion de ces thèses voir les contributions d'Ernest Mandel et de Diane Elson respectivement dans *Quatrième Internationale* et dans *Critique communiste*.

<sup>9/</sup> Alec Nove, *op. cit.*, p. 77 et 99.

<sup>10/</sup> Alfred Kroeber, article sur les castes dans *l'Encyclopédie des sciences sociales*, III, 1930.

tive. Vu l'immense complexité, on a besoin d'une structure bureaucratique complexe pour prendre une multitude de décisions interconnectées, qui, par nature, ne font pas matière à décisions démocratiques [...]. La logique fonctionnelle de la planification centralisée est étroitement associée avec le parti unique d'un despotisme hiérarchiquement organisé. » Car, « comment les organes de planification peuvent-ils, au nom de la société, déterminer *ex-ante* la valeur (d'usage naturellement) de ce qui a été produit, au moins jusqu'à ce que l'utilisateur potentiel soit directement impliqué dans le processus et puisse réellement dire "non"... Et comment des millions d'utilisateurs peuvent-ils estimer des millions de produits en votant, si ce n'est bien sûr en votant avec le rouble <sup>9/</sup> ».

Pour Louis Dumont, la notion de caste traduit le concept spécifique, celui de « jati ». Parler en général de stratifications sociales, c'est introduire un jugement arbitraire qui confond classes et castes comme des phénomènes de même nature, et qui, par préjugé idéologique, suggère des groupes subordonnés à une hiérarchie arbitraire.

Pour Alfred Kroeber, « les castes sont une forme spéciale de classes sociales, qui sont au moins tendanciellement présentes dans toute société. Les castes diffèrent cependant des classes sociales en ce qu'elles ont émergé dans la conscience sociale au point que la tradition et la loi établissent leur séparation rigide et permanente les unes des autres. Les classes sociales sont le fondement générique à partir duquel des systèmes de castes se sont, à des époques différentes et en des lieux différents, développés indépendamment <sup>10/</sup> ». La caste devient ici le cas limite de la classe. Mais Kroeber ne fait que déplacer le problème, car il lui reste à définir les classes, au risque

d'un ethnocentrisme ou anthropocentrisme à rebours.

Dans la tradition d'Hegel et de Marx, Max Weber, définissant la classe comme un groupement essentiellement économique, la distingue du *stand* (ou « état » au sens de tiers « état »). Il tombe ainsi dans le vice de toute définition réductrice (« économique » ou « politique ») qui ne passe pas, comme chez Marx, par la médiation de la totalité conceptuellement reconstituée et par la détermination spécifique d'une catégorie dans un mode de production spécifique. Ainsi, il est parfaitement logique que le chapitre sur les classes n'apparaisse chez Marx, ni dans le Livre I du *Capital* (celui de la production et de l'élucidation de la plus-value), ni dans le Livre II (celui de la circulation et de la distinction entre travail productif/improductif/indirectement productif), mais dans le Livre III, celui de la production d'ensemble. Le travail salarié et le capital n'y sont plus, comme au Livre I, à l'état de squelettes ou d'abstractions, mais en mouvement vers le concret, par la synthèse d'une multiplicité de déterminations. Les classes ne sont plus dès lors « économiques », puisqu'elles sont déterminées par la reproduction d'ensemble de la force de travail (donc la distribution du revenu, le droit, l'État, la famille, l'éducation...).

Retenons que la caste est conçue par Weber comme par Kroeber, comme le passage à la limite, non de la classe, mais du *stand* : ce dernier se transformerait en caste, quand la séparation est garantie non plus par des conventions et des lois, mais rituellement. Les castes deviendraient alors des communautés fermées et endogames. Ce qui demeure, conclut Louis Dumont, c'est « la distinction analytique autant qu'on voudra entre groupement économique et groupe de statut ».

Dans cette interminable querelle, la fixation des catégories analytiques ne cesse d'interférer avec le remaniement de leur objet historique. Alors que Michel Austin considère les spartiates comme une caste, Paul Cartledge juge la définition malheureuse <sup>11/</sup>. Moses Finley estime la catégorie de *stand* mieux appropriée à la société antique. Karl Wittfogel repart des grandes divisions de la société en « ordres », qui apparurent aux pionniers de la sociologie moderne des classes comme déterminés par les formes de propriété privée et les revenus correspondants. Cette définition, dit-il, « ne tient pas compte du pouvoir conçu comme facteur indépendant, générateur d'une classe, ni de la prédominance socio-économique de l'État dans les civilisations hydrauliques ». Wittfogel relativise donc le concept moderne de classe basé sur la propriété, qui fut, avant le développement de l'anthropologie et de l'ethnologie, « un précieux stimulant » pour les sciences sociales, mais insuffisant pour embrasser une histoire désormais plus vaste <sup>12/</sup>.

Ainsi, les examens de l'empire chinois permettaient-ils un renouvellement partiel nécessaire à la hiérarchie menacée de sclérose, sans supprimer la tendance de la haute administration à se transformer en « une caste politico-sociale ». Et encore : « La mobilité

sociale particulière de la société hydraulique révèle une classe dirigeante d'un caractère particulier. Pratiquement cette classe dirigeante est une classe fermée <sup>13/</sup>. » Dans cette optique, la bureaucratie moderne serait le produit d'une sorte de métissage entre les anciennes castes et les classes modernes.

Si l'étude comparative des formations sociales permet de prendre une distance critique indispensable envers le concept de classe, sa simple extension pour y inclure ordres, castes, états, ne résout-elle pas le problème au prix d'une perte de contenu critique, ravalant de fait le concept au rang de catégorie descriptive, élastique à l'excès ?

Pour le jeune Marx, la séparation entre État et société civile marquait le passage des *états politiques* aux *classes civiles ou sociales* <sup>14/</sup>. Le féodalisme fonctionnait en effet selon une allocation autoritaire du travail. Dans *la Société féodale*, Marc Bloch décrit bien une société organisée en « états » légalement différenciés. La caractéristique de l'appartenance à un « état » particulier est de n'en pouvoir sortir. Anthony Giddens le souligne également : « dans le système féodal, économie et politique étaient confondus (*fused together*) ». Le développement de la production marchande et l'expansion concomitante de l'économie monétaire remplacent le lien direct entre production et consommateur par un lien monétaire, en quelque sorte à distance <sup>15/</sup>.

Max Weber paraît adopter la même distinction entre « états » et classes, allant jusqu'à appliquer ces catégories à un même groupe, à des moments différents de son développement historique et de son insertion dans la totalité : « [...] notre problème sera celui de *la naissance de la classe bourgeoise* occidentale, avec ses traits distinctifs. Problème à coup sûr en rapport étroit avec l'origine de l'organisation

du travail libre capitaliste, mais qui ne lui est pas simplement identique. Car *la bourgeoisie, en tant qu'état*, a existé avant le développement de la forme spécifiquement moderne du capitalisme – cela, il est vrai en Occident seulement <sup>16/</sup>. » Il ne suffit pas qu'existent bourgeois et prolétaires, exploités et exploités, des privilèges de marché. « En tant que classes », prolétariat et bourgeoisie ne pouvaient exister « en l'absence de toute entreprise organisant le travail libre ». Donc en l'absence d'un dispositif institutionnel spécifique du procès de travail. On mesure aujourd'hui l'importance d'une telle approche institutionnelle ou matricielle : s'il s'avérait que l'entreprise tendait à sa propre dissolution, il en résulterait la naissance sous nos yeux d'une nouvelle configuration des classes.

Certains auteurs, comme Geoffrey de Sainte-Croix ou Paul Cartledge, n'en ont pas moins cherché à établir une définition des classes sociales, au sens large, utilisée par Marx dans le *Manifeste communiste* <sup>17/</sup>. « Ce qui doit retenir notre attention c'est l'exploitation des non-propriétaires par une partie des propriétaires [...]. Dans l'Antiquité, l'exploitation pouvait être aussi bien individuelle, comme celle du propriétaire terrien par rapport à l'esclave, du colon par rapport à ses journaliers, que collective, principalement à travers les impôts, surtout dans le Bas Empire <sup>18/</sup>. » Pour lui, tout rapport de classe s'articule donc autour de la notion d'exploitation : « La classe en tant que rapport est donc surtout l'expression sociale collective du fait de l'exploitation et naturellement de la résistance à ce fait. » Il faut noter à ce propos que, pour Sainte-Croix, la classe n'est pas une simple donnée structurelle inerte. La « résistance » est constitutive de sa détermination. S'il peut y avoir différence de statut ou d'ordre entre

<sup>11/</sup> De même que Michel Austin, Pierre Vidal-Naquet, *Économies et sociétés en Grèce ancienne*, Paris, Armand Colin, 1999.

<sup>12/</sup> Ainsi, Adam Smith organisait-il les classes autour des notions de rente, de salaire et de bénéfice. Dans cette perspective, les « représentants du gouvernement » ne constituaient plus un ordre majeur, mais « un ordre secondaire et dérivé ».

<sup>13/</sup> Voir la *Critique de la philosophie de l'État hégélien*.

<sup>14/</sup> *Ibid.*, p. 478.

<sup>15/</sup> Anthony Giddens.

<sup>16/</sup> Max Weber, *l'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Agora, 1985, p. 18.

<sup>17/</sup> *El marxismo y los estudios clásicos*, choix de « textes, éditions Akal.

<sup>18/</sup> *Op. cit.*, p. 27-29.

l'esclave et l'homme libre, en termes de classes, l'opposition passe par conséquent entre esclave et propriétaire d'esclaves. Bien que le conflit oppose esclaves et classes propriétaires (au pluriel) et que tout citoyen libre puisse devenir propriétaire d'esclaves, tous les hommes libres n'exploitent pas des esclaves.

Geoffrey de Sainte-Croix voit en revanche dans le Bas Empire romain un « ordre curial » dont les membres ont des privilèges et devoirs juridiques rigoureusement définis. Il serait toutefois exagéré selon lui de parler de classes, sous prétexte qu'on accède à l'ordre pratiquement en fonction de la richesse possédée : exploitation et hiérarchie (ou distinction) se recoupent mais ne coïncident pas. Quant à Paul Cartledge, il affirme plus catégoriquement encore que « l'exploitation est l'essence de la classe ». Si ces approches peuvent légitimement se réclamer des premières pages du *Manifeste communiste*, elles font perdre en précision au concept de classe ce qu'elles lui accordent en extension.

Sainte-Croix remarque que Finley, rejetant l'analyse en termes de classe au profit des notions de statut ou d'état, ne peut s'empêcher de définir ces « états » comme « une stricte catégorie économique ». « Les riches » sont ceux qui posséderaient une propriété économique suffisante pour vivre de leur rente sans avoir à travailler : « Naturellement, j'admets que la société antique puisse être analysée selon ce que proposent Weber et Finley, et je me sens même très attiré par la métaphore de Finley : un spectre d'états et d'ordres. Je me sens encore plus conforté quand il dit que les riches grecs et romains étaient membres de catégories entrecroisées, un type de classification totalement opposé à celui de spectre ;

et je dois dire, beaucoup plus approprié à la société grecque ou romaine. » En effet, le prestige social, le statut politique et la position économique pouvaient s'étayer et s'appuyer les unes les autres, ou non, selon les cas. « Dans le schéma de Weber ou de Finley, commente Sainte-Croix, bien qu'il convienne comme pur moyen descriptif, l'état comporte pour moi deux inconvénients par rapport au concept marxiste de classe » :

1. il comporte, comme Finley le reconnaît d'ailleurs, un « considérable élément psychologique » : l'estime que chacun a des autres personnes ;

2. il reste un concept descriptif, privé du pouvoir explicatif du concept dynamique de classe.

Sainte-Croix ne prétend pas faire de « la classe économique » la seule catégorie sociale. Il affirme que le pouvoir politique, comme le statut social, doit être nécessairement dérivé de la position économique et que les différenciations importantes procédant d'autres racines ont tendu « à décliner et plus tard à se convertir en distinctions basées sur la classe économique ».

Il est vrai que dans la tradition weberienne (à laquelle appartiennent Karl Renner ou Gustav Dahrendorf) Marx se voit reprocher d'avoir traité les classes comme des phénomènes purement économiques et manqué l'importance des sentiments d'appartenance complexes qui définissent le statut. Weber ne se fait d'ailleurs pas faute de rappeler l'absence chez Marx de toute discussion explicite sur le concept de classe<sup>19/</sup>. À partir de ce constat, l'opposition statut/classe lui sert à mettre en relief :

1. une opposition entre une dichotomie simplifiée et une analyse pluraliste de la société ;
2. une conception objectiviste-économiste

des concepts sociaux (classe) et une conception subjective (conscience du « statut de groupe », style de vie) des « états ».

Son argumentation repose sur le refus d'assimiler le pouvoir à la domination économique. Il aboutit ainsi à distinguer sous le capitalisme quatre groupements sociaux principaux : a) la classe des travailleurs manuels ; b) la petite bourgeoisie ; c) les travailleurs en col blanc non propriétaires (techniciens, employés, fonctionnaires) avec des situations sociales différenciées commandées essentiellement par le coût de leur formation ; d) les privilégiés de la propriété et de l'éducation. Il s'oppose notamment à Marx en faisant de la troisième catégorie une catégorie spécifique en expansion.

Aucune position ne semble pleinement satisfaisante :

– Celle de Max Weber élude le moment de l'abstraction structurelle qui permet seule de dégager, sous le chaos descriptif et la diversité arbitraire des groupements possibles, une bipolarisation fondamentale ordonnant et rendant intelligible l'ensemble des rapports de classe.

– La définition extensive de Geoffrey de Sainte-Croix est fondée exclusivement sur l'idée d'exploitation : « Ce qui doit retenir notre attention, c'est l'exploitation des non-propriétaires par les propriétaires. » Dans l'Antiquité, cette exploitation peut être aussi bien individuelle que collective. La classe est donc avant tout « l'expression sociale collective du fait de l'exploitation » et la lutte de classe une lutte incessante entre exploités et exploités. Dans cette problématique, l'opposition entre hommes libres et esclaves, importante en tant que distinction entre les ordres, ne recouvre pas le conflit de classe, parce qu'il y a « des hommes libres non propriétaires d'esclaves ». Le choix de Sainte-Croix conduit à une bipolarisation

19/ Dans *Économie et Société*.

conforme aux célèbres phrases du *Manifeste communiste*. Mais l'extension conférée au concept opère au détriment de sa précision. Elle aurait pour conséquence logique que la bureaucratie devrait être simplement considérée comme une couche qui bénéficie d'un détournement du surproduit social, donc d'une forme d'exploitation, sans prendre davantage en compte les spécificités liées à l'exercice du pouvoir et au rapport entre économie et pouvoir politique dans une formation sociale donnée.

– Anthony Giddens réserve la notion de classe aux sociétés capitalistes caractérisées par la dissociation de l'économique et du politique. Il s'inscrit en cela dans le droit fil du Marx de la *Critique de la philosophie de l'État*. Mais c'est au prix d'une simplification.

On ne saurait oublier en effet qu'il y a chez Marx de l'État et du juridique dans les rapports de production eux-mêmes : la valeur n'est pas une catégorie « économique », mais sociohistorique (puisque la référence à la quantité de travail socialement nécessaire présuppose la violence, les rapports de forces, la négociation de la force de travail...).

Le marché n'est pas un rapport naturel aux antipodes de l'artifice institué de l'État : il est lui-même une institution résultant d'un acte politique et juridique <sup>20/</sup>. Enfin, le marché et l'échange présupposent organiquement le contrat, donc le juridique <sup>21/</sup>.

La dissociation de l'économique et du politique sous le capitalisme n'est donc que partielle et apparente. Le vieux Marx est revenu à ce propos sur l'hégélianisme mal « dépassé »

<sup>20/</sup> Voir à ce propos Karl Polanyi, *la Grande Transformation*, *op. cit.*

<sup>21/</sup> Voir le chapitre II du *Capital* sur l'échange.

<sup>22/</sup> Maurice Godelier estime quant à lui que, sans éliminer la double acception spécifique et générique du concept de classe, la terminologie est progressivement fixée entre 1846 et 1859, et ne varie plus guère, y compris dans le *Capital*.

<sup>23/</sup> *Op. cit.*, p. 84.

du jeune. Il y a toujours articulation spécifique de la division du travail et du modelage institutionnel, et non une simple surveillance *a posteriori* des pousses naturelles du marché par l'État veilleur de nuit. Même si elle n'a pas été approfondie, cette articulation établit la différence entre classe « au sens strict » et classe « au sens large ». Dans le sens large, castes, ordres et états permettent de spécifier les classes dans un mode de production déterminé (féodal, asiatique, antique).

Nous avons déjà insisté sur l'absence chez Marx de « la » définition des classes. On y rencontre plutôt une série de citations illustrant la variation d'usage du concept. Comme le souligne Giddens, l'affirmation générale selon laquelle toute l'histoire est histoire de la lutte des classes « ne signifie pas que ce qui constitue une classe soit identique dans tout type de société de classe ». Il arrive même, relève-t-il, que Marx utilise indifféremment *Klasse* et *Stand* comme si les deux termes étaient interchangeables <sup>22/</sup>.

Le flou autour de la notion de classe et la confusion fréquente des approches sociologique et philosophique masqueraient, selon Gustav Dahrendorf, la faiblesse du rapport établi entre les classes et la propriété privée, en raison d'une définition trop étroite et restrictive de cette dernière. Il estime que deux définitions distinctes se chevauchent et se confondent chez Marx, l'une centrée sur la place dans le procès de production (sociologique), et l'autre sur le rapport de domination (politico-philosophique).

Giddens, enfin, affirme que les classes apparaissent « seulement quand les caractéristiques du féodalisme sont ruinées ou dissoutes <sup>23/</sup> ». Il en déduit qu'une société sans classes (*whithout classes*) ne serait pas nécessairement *classless*. Tout type de société est

en effet pour lui une société de classe. En revanche, une société *classless* présupposerait une économie développée. La société tribale n'est pas *classless* parce qu'il n'y a pas de surplus fondant la domination de classe. Une société de classe n'est pas simplement une société où il existe des classes, mais dans le fonctionnement desquelles les relations de classes occupent une place centrale. D'où certains paramètres généraux, comme :

- des regroupements larges ;
- des agrégats d'individus plutôt que des groupes sociaux (mobilité) ;
- la dissolution des liens personnalisés de dépendance au profit des relations interpersonnelles de type contractuel ;
- des classes ouvertes où l'appartenance n'est pas dictée par la tradition ou la loi.

Le plus important serait la manière dont les classes économiques deviennent des classes sociales et se rapportent par là à d'autres formes sociales. Ainsi, le passage du Livre I au Livre III du *Capital* conduirait de la bipolarité simple du rapport d'exploitation à la complexité articulée de la reproduction conflictuelle d'ensemble, de la structure nue à la réalité complexe de la classe. « La division de classe ne peut être dessinée sur une carte », à cause de l'interaction constante et de la détermination réciproque des classes entre elles. Nous préférons dire que les classes ne se manifestent concrètement, dans l'ensemble de leurs déterminations, qu'au niveau de la reproduction d'ensemble.

Dans le mouvement vers le concret, l'opposition bipolaire entre les classes fondamentales est recoupée par d'autres formations de classe, dont Giddens indique certaines possibilités :

- les classes transitoires ou en formation telles que bourgeoisie et prolétariat libre dans le féodalisme déclinant ;
- les classes transitoires qui représentent

au contraire des rapports de production dépassés (aristocratie);

– des « quasi-classes » telles que les esclaves de l'ancien monde ou la paysannerie indépendante de l'époque post-médiévale : elles partagent un intérêt commun mais chacune est en marge des relations de classe dominantes dans une formation sociale donnée ;

– des secteurs ou sous-groupes de classes.

Ces interférences et cette complexité tiennent largement au caractère « ouvert » des classes au sens moderne, et donc aux effets de mobilité qui sont aussi des effets de brouillage. C'est pourquoi Giddens a raison de souligner que les divisions de classe ne peuvent être tracées « *comme des lignes sur une carte* ». C'est aussi pourquoi les discussions sur les cas limites et la position de classe de tel métier ou tel individu sont généralement oiseuses.

Giddens insiste essentiellement sur les héritages et anticipations historiques (classes en voie de disparition, en formation...) liées au chevauchement entre divers modes de production au sein d'une même formation sociale. Sa réponse prend en compte ces enchevêtrements, mais elle reste au niveau abstrait d'un simple métissage structurel de modes de production. Elle sous-estime le niveau sociopolitique de structuration dans la lutte, qui présuppose non seulement les rapports de production, mais aussi de distribution et de reproduction d'ensemble. Dans sa célèbre définition, Lénine est somme toute plus proche du concret.

Le casse-tête des « classes moyennes » est au cœur de ces hésitations théoriques. Comme Nicos Poulantzas, Erik Olin Wright s'est atta-

ché à démêler ces « positions contradictoires dans les rapports de classe », où l'exploité peut aussi se révéler exploiteur. Pour ce faire, il a d'abord essayé de combiner les critères hiérarchiques de domination aux critères économiques d'exploitation. Mais, au fil de ses recherches, il est revenu de façon critique sur les fondements théoriques de cette démarche <sup>24/</sup>. Dans *Classes*, il s'inquiète de voir cette combinaison de critères réduire le conflit de classe à un rapport conflictuel parmi d'autres et finir par dissoudre la notion de classe dans une sociologie éclatée des groupes d'intérêts ou de pouvoir. Certes, la prise en cause des relations d'autorité et de domination permettait de mieux aborder la conflictualité dans les sociétés « postcapitalistes » ou « bureaucratiques ». Mais le compromis éclectique entre exploitation et domination, trop malléable, pouvait constituer un instrument commode mais non fournir une théorie cohérente. Pour Wright, il fallait trancher et se résoudre soit à privilégier le critère de domination (au risque d'un émiettement indéfini des groupes sociaux), soit revenir au primat de l'exploitation comme fondement du rapport social inégalitaire.

Cette démarche, en dialogue permanent avec celle de Giddens, aboutit donc à une curieuse alternative. Il serait en effet possible de concevoir, au niveau de la reproduction d'ensemble et du conflit politique, où se joue en dernière instance la configuration des classes, un croisement des rapports d'exploitation et de domination. À la précision près que, dans le mode de production capitaliste où l'économique s'est autonomisé du politique et devient déterminant dans la structuration du rapport social et la distribution de richesse, le rapport d'exploitation occuperait la position dominante ; alors que les rapports hiérarchiques fixés par l'autorité politique ou religieuse

pourraient être dominants dans d'autres types de formation sociale.

Cette hypothèse est d'autant plus tentante que le strict retour de Wright au critère d'exploitation dans la détermination des classes s'appuie sur les travaux analytiques de John Roemer <sup>25/</sup>. Au lieu de réserver, comme le fait Giddens, l'exploitation proprement dite à la société capitaliste et la domination aux autres formes inégalitaires de rapport social, ce dernier distingue l'exploitation capitaliste fondée sur la propriété des moyens de production et ce qu'il désigne comme une exploitation fondée sur le statut (dans la plupart des sociétés précapitalistes) ou sur le contrôle des « biens d'organisation » (dans les sociétés bureaucratiques). Il ne s'agit pas d'une simple commodité terminologique puisque, dans tous les cas, le terme d'exploitation ne renvoie pas à un sentiment subjectif de subordination ou d'oppression, mais à une distribution de la richesse qui produit et reproduit l'inégalité. Le problème, c'est que pour démontrer, dans des modes de production différents, les effets de cette distribution, John Roemer recourt aux schémas formalistes de la théorie des jeux. Il envisage ce qui se passerait si tel ou tel joueur arrêta la partie et reprenait sa mise dans chaque cas. La notion d'exploitation devient ainsi applicable à toutes les formations sociales, mais au prix d'une abstraction formelle qui la détache de la complexité du rapport social.

Inversement, dans son application extensive du double critère d'exploitation et de domination à la détermination des classes, Giddens réserve à la société capitaliste le primat de la première. Car ce serait sous le capitalisme seulement que la propriété privée des moyens de production serait la source en soi et pour soi d'un pouvoir social global, alors

<sup>24/</sup> Erik Olin Wright, *Class, crisis and the State*, New Left Books, 1978 ; *Classes*, New Left Books, 1985.

<sup>25/</sup> John Roemer, *A général theory of exploitation and class*, Harvard, 1982.

que sous le féodalisme et dans toutes les autres sociétés de classe le contrôle des moyens d'autorité aurait été la question centrale. Giddens revient ainsi à sa distinction entre « la société de classe » (à savoir le capitalisme où la division en classes est le principe central de l'organisation sociale) et la « société divisée en classes » (à savoir les sociétés où il y a des classes sans qu'elles constituent leur principe structurel déterminant).

Cette option peut être considérée comme exclusivement terminologique et conventionnelle : auquel cas Giddens ne ferait que réserver l'application de la notion de classe et de société de classe à ce que Marx, ainsi que nous l'avons vu, considérait comme son acception stricte ou spécifique. Mais sa réticence légitime devant la tentation de ramener toute l'histoire de l'humanité à la lutte des classes, *telle qu'elle se structure sous le capitalisme*, prend un autre sens avec la réponse qu'il donne à l'autre « réduction » : celle de la conflictualité sociale à la conflictualité de classe *dans la société bourgeoise*. Pour lui, l'appropriation coercitive et la possession constituent un critère aussi important que la propriété et l'exploitation. Dès lors, on retrouve subrepticement l'équivalence ou le

primat de la domination, et on verse soudain de la théorie des classes dans la sociologie des groupes <sup>26/</sup>.

## 2. Karl Wittfogel et la bureaucratie

S'efforçant de comprendre la genèse, la nature et le rôle de la bureaucratie soviétique, Karl Wittfogel s'est attelé à un vaste travail sur le despotisme oriental et les sociétés hydrauliques. Sous l'influence de Max Weber, cette recherche s'appuie sur une étude comparative des groupes sociaux dans les sociétés capitalistes et non capitalistes. Elle a exercé une influence sur nombre d'auteurs, dont Rudolf Bahro, qui lui emprunte la notion de « proto-socialisme » et reprend à son compte les développements sur la société inca.

L'économie agricole d'une société hydraulique demande des travaux d'irrigation et de régulation des inondations sur une grande échelle, dirigés par l'État. Il s'agit d'un « vigoureux ensemble institutionnel » ou d'un « complexe géo-institutionnel ». Un tel système ne laisse guère d'espace à l'avènement d'une religion politiquement dominante et économiquement indépendante. Les régimes hydrauliques sont des régimes théocratiques ou quasi théocratiques. L'armée y fait partie intégrante de la bureaucratie agro-institutionnelle. La concentration des fonctions vitales donne au gouvernement son pouvoir « authentiquement (absolu) despotique ». La soumission totale (et non contractuelle) est au cœur du système. Des traits quasi contractuels ne peuvent se manifester que dans les zones de la périphérie.

Dans sa préface au *Despotisme oriental*, Pierre Vidal-Naquet rappelle pertinemment une lettre de Marx à Engels à ce sujet. Pourquoi « l'histoire de l'Orient apparaît-elle comme une histoire des religions... ? Il n'y a pas de pro-

priété foncière privée. Au-dessus de la communauté se forme « une tribu imaginaire, mythique », qui détient la propriété authentique du sol. Voilà la vraie clef même du Ciel oriental ». Ainsi, le monarque asiatique est bien le représentant d'une classe dirigeante <sup>27/</sup>.

La société est en effet partagée en deux groupes, le *shih* (ensemble des individus aptes à gouverner grâce à l'éducation reçue en matière éthique, militaire et cérémonielle) et le *min*, ou peuple gouverné. D'après Wittfogel, la distinction *shih/min* se retrouverait dans toutes les sociétés hydrauliques, le *min* représentant en quelque sorte déjà la « plèbe » <sup>28/</sup>. Au sommet de la hiérarchie règne une atmosphère de secret, de conspiration, de pouvoir absolu. Les accusations « avancées en termes politiques » sont un trait essentiel de cet absolutisme. Ainsi, l'*Arthashastra* indou recense-t-il méticuleusement quarante façons de distraire les fonds du gouvernement. Il n'y a pas de délit privé, puisque c'est toujours la communauté qui est lésée. Tout délit est, en conséquence, « politique ». Ainsi que toute sanction. Dans l'Égypte des pharaons, les fonctionnaires sont exposés aux confiscations entraînant la perte de leur statut et de leur revenu. L'Empire perse est également décrit comme un « État bureaucratique » (*Beamtenstaat*) <sup>29/</sup>.

« Cependant, écrit Wittfogel, l'État hydraulique diffère des États totalitaires modernes en ceci qu'il se fonde sur l'agriculture et ne dirige qu'une partie de l'économie du pays. Il diffère des États libéraux fondés sur la propriété privée en matière d'industrie, en ceci que, sous sa forme originelle, il accomplit les fonctions économiques essentielles au moyen du travail dirigé (forcé) <sup>30/</sup>. L'État hydraulique suppose un monopole du pouvoir et empêche les forces non gouvernementales de la société

<sup>26/</sup> Le reproche principal qu'Erik Olin Wright adresse à Giddens n'est pas celui-là. Il craint plutôt que sa position, en réclamant une théorie spécifique pour chaque formation sociale n'en vienne à détacher la théorie des classes de celle de l'histoire et à rendre impossible toute intelligibilité d'ensemble de l'histoire : en effet, « il n'y aurait plus de raison pour que l'analyse de classe soit la base d'une théorie sociale de caractère général. Tel est le défi principal contenu dans la critique de Giddens, défi que les marxistes devraient prendre très au sérieux ». En effet, mais la compréhension de la dialectique entre l'acception spécifique et l'acception générique du concept de classe permet d'aborder ce défi en conciliant la spécificité d'une formation sociale déterminée et le mouvement conflictuel d'ensemble dans l'histoire.

<sup>27/</sup> Lettre de juin 1853, in *La Pléiade*, p. 873.

<sup>28/</sup> Face à l'absolutisme bureaucratique, Soljénitsyne a réactualisé cette notion de plèbe assimilée au peuple des tsars.

<sup>29/</sup> Karl Wittfogel, *op. cit.*, p. 413.

<sup>30/</sup> *Ibid.*, p. 105.

de se cristalliser en groupes indépendants. Il y a une « tendance cumulative au pouvoir incontrôlé ». Le pouvoir du despotisme hydraulique est illimité, mais « n'opère pas partout ». Certains individus ou régions lui échappent en vertu de la « loi de rentabilité administrative décroissante ».

Pour Wittfogel, c'est donc l'appareil d'État au sens large qui est la classe dirigeante de la société asiatique. La bureaucratie remplit la fonction cruciale du recensement annuel des personnes et des biens, ou encore de l'établissement des cadastres. C'est le cas en Chine ou chez les mameluks : « Un regard sur les registres de la capitale et les centres secondaires d'une société hydraulique nous rappelle le sens originel du terme bureaucratie : gouvernement par l'intermédiaire des bureaux <sup>31/</sup>. »

La précarité de la fonction est cependant rappelée par le proverbe chinois selon lequel une famille peut passer des haillons à l'opulence, et vice-versa en trois générations. L'aristocratie bureaucratique est par nature instable. La généalogie n'y garantit pas la continuité. L'État domine ses rouages. L'abstraction du Ciel se soumet les liens du sol et du sang. Mais « les maîtres de la société hydraulique ne tolèrent pas de rivaux organisés selon un mode bureaucratique. Ils s'assurent la direction exclusive au moyen d'un monopole constant et brutal de la bureaucratie <sup>32/</sup> ». Il en résulte des périodes de crise et de décadence, une propension expansionniste, et le fait que les grandes mutations ont souvent une cause exogène au mécanisme de reproduction endogène de l'ordre hiérarchique.

<sup>31/</sup> *Ibid.*, p. 110.

<sup>32/</sup> *Ibid.*, p. 483.

<sup>33/</sup> *Ibid.*, p. 568.

<sup>34/</sup> *Ibid.*, p. 53.

Ces traits permettent d'enregistrer de fortes analogies structurelles, intentionnellement soulignées par Wittfogel, entre ces despotismes bureaucratiques et la société stalinienne. La bureaucratie soviétique n'est pourtant pas la simple résurrection de la bureaucratie asiatique redoutée par Lénine. Elle ne régnait pas sur un monde stable de paysans et d'artisans, mais sur une société en pleine mutation industrielle. Elle a certes reproduit une position de monopole du pouvoir central, mais elle reposait en même temps sur un système moderne de production et de communication : « Le despotisme agraire de l'ancienne société, tout au plus semi-directorial, alliait le pouvoir politique total à un contrôle social et intellectuel limité. Le despotisme industriel de la société d'appareil directorial total allie le pouvoir politique total au contrôle social et intellectuel total <sup>33/</sup>. »

Wittfogel parle donc « d'étatisme total » et rejette aussi bien les notions de féodalisme que de « capitalisme d'État » : car féodalisme est un terme qui ne s'applique pas aux ordres politiques les plus centralisés jusqu'à présent connus, et le capitalisme d'État ne convient pas à une formation qui exclut les moyens privés de production et le marché ouvert tant pour les marchandises que pour la main-d'œuvre.

Là où Wittfogel voyait une force accrue de la bureaucratie moderne par rapport aux bureaucraties hydrauliques, il y avait en réalité une irrémédiable fêlure. Ses mécanismes de légitimation combinaient une religiosité d'État avec la réaffirmation formelle d'une légitimité contractuelle et électorale. Ces contradictions majeures faisaient que le régime soviétique pouvait difficilement s'enfoncer dans un immobilisme séculaire (comme le prétendaient les tenants de la théorie du totalitarisme). Son apparente stabilité ne fai-

sait que recouvrir une contradiction majeure et explosive. Cette question est désormais entendue.

Wittfogel reprochait à John Stuart Mill d'avoir souligné que les fonctionnaires de la société orientale jouissaient de revenus privilégiés (bénéficiaient donc d'un rapport d'exploitation), mais « sans établir clairement que, dans un régime agro-despotique, la bureaucratie chargée de l'organisation devient la classe dirigeante. Ils n'ébranlèrent donc pas le concept admis de classe, dont le critère essentiel est la diversification de la propriété privée <sup>34/</sup> ». Wittfogel entend modifier le « concept même de classe dirigeante » en analysant des sociétés où les privilèges procèdent du pouvoir hiérarchique et non de la propriété privée. Dès 1926, il caractérise comme classe dirigeante le fonctionariat administratif chinois de la seconde moitié du premier millénaire : « une puissante bureaucratie hydraulique ».

Selon lui, Marx n'avait pas su tirer la conclusion qui, du point de vue de sa propre théorie, semblait s'imposer : à savoir que, dans les conditions du mode de production asiatique, la bureaucratie agro-directoriale constituait la classe dirigeante. L'idée de Wittfogel est clairement d'appliquer à la bureaucratie soviétique cette notion de « classe dirigeante fonctionnelle ». Pourquoi pas en effet ? Mais n'est-ce pas une solution purement terminologique à un problème théorique toujours irrésolu ?

### **3. Racovsky, Trotski et la bureaucratie**

Nous avons déjà relevé les intuitions pénétrantes du jeune Marx : « La corporation est la bureaucratie dans la société civile ; la bureaucratie est la corporation dans l'État. » Familiers de la vieille bureaucratie russe, les bolcheviques ont vu renaître sous leur pas ce



monstrueux champignon vénéneux. Toutes les mesures de contrôle ou de limitation finissaient invariablement par le nourrir et le renforcer, jusqu'à ce qu'il ait empoisonné et étouffé les dernières pousses de l'héritage révolutionnaire.

Même les plus lucides sont longtemps restés fascinés par la nouveauté du phénomène. Ils ne comprenaient pas que la contre-révolution bureaucratique puisse triompher politiquement sans impliquer simultanément la restauration du capitalisme, qu'un despotisme bureaucratique puisse se greffer sur des rapports sociaux excluant la propriété et s'en nourrir. Il leur a fallu du temps pour commencer à saisir cette nouveauté inouïe. Dès lors, le débat ouvert est devenu inépuisable : la bureaucratie, caste ou classe ? capitalisme d'État ou État ouvrier bureaucratifié ? restauration ou thermidor ?

Débat souvent irritant, flirtant avec la sophistique, où les querelles de termes sont d'autant plus impitoyables qu'elles supposent le terrain de la controverse solidement établi, alors que les questions plus fondamentales restent dans l'ombre : mais qu'est-ce au juste que les classes, et qu'est-ce que « l'État » dont il est précisément question ? La polémique théorique s'éclaire toutefois à la lumière de ses enjeux pratiques. Des réponses apportées découlent des attitudes souvent opposées, dans la lutte contre Staline, dans l'approche de la question nationale, devant les pactes Staline-Laval ou Molotov-Ribentrop, dans la guerre. Parfois, rarement, ces réponses coïncident par-delà les divergences théoriques et révèlent que l'emportement polémique est sans commune mesure avec la portée pratique.

35/ Christian Racovsky, *les Dangers professionnels du pouvoir*, Paris, Maspero, 1971.

L'un des premiers, Christian Racovsky a analysé la bureaucratie comme produit d'une différenciation fonctionnelle au sein de la classe ouvrière elle-même : « Je ne dis pas qu'elle est devenue une différenciation de classe, je dis qu'elle devient une différenciation sociale <sup>35/</sup>. » Car, comme toute bureaucratie, elle reste dépendante des rapports de production dans lesquels elle s'enracine et doit être déterminée en relation avec les classes fondamentales en présence. Poursuivant dans cette voie, Trotski constate que la bureaucratie plonge ses racines dans le maintien d'un mode bourgeois de répartition (prévu par Marx dans la *Critique du programme de Gotha*) inhérent à une société de pénurie. Au fur et à mesure qu'elle parvient à s'ériger en arbitre entre prolétariat et paysannerie, entre l'État issu de la révolution et l'impérialisme qui l'assiège, la bureaucratie tend à instaurer un régime bonapartiste au profit de ses propres intérêts. Trotski a ainsi écrit à maintes reprises que la bureaucratie a « jusqu'à un certain point » ou « dans une certaine mesure » un caractère bourgeois. Il a précisé que la bureaucratie « la plus révolutionnaire » (au début des années vingt par exemple) a un caractère bourgeois dans la mesure où elle s'enracine dans un système bourgeois de répartition. « La bureaucratie a un caractère bourgeois, mais ce qui compte c'est la tendance... », vers l'approfondissement de la révolution ou vers la contre-révolution ? Et dans cette tendance, ce qui compte, ce sont les seuils, les sauts qualitatifs, jusqu'à la limite : la restauration des rapports de production capitalistes. En deçà de ce point de flexion, la situation de la bureaucratie n'est cependant pas invariable. Au fur et à mesure que se développent ses privilèges, elle s'autonomise, et s'élève au-dessus de la classe ouvrière dont

elle est issue pour une bonne part. En s'élevant et en s'autonomisant de la classe dont elle dépend historiquement et socialement, elle tombe de plus en plus sous la pression de la bourgeoisie mondiale et de l'impérialisme. Dès lors, en tant que caste bonapartiste, elle « s'appuie tantôt sur le prolétariat contre l'impérialisme, tantôt sur l'impérialisme contre le prolétariat ». Elle transmet dans les deux sens les pressions de forces sociales antagoniques.

Elle n'est pas pour autant un simple bouchon sur l'eau. Elle reste dépendante en dernière instance des rapports de production spécifiques dont elle tire son pouvoir. À titre comparatif, Trotski explique ainsi que l'État fasciste n'appartient que jusqu'à un certain point à la bureaucratie nazie ; il sert en dernière analyse les intérêts de la bourgeoisie et défend à sa manière les rapports capitalistes de production. En tant qu'organe parasitaire d'un État non capitaliste, la bureaucratie stalinienne est bourgeoise au même titre que l'État lui-même, dont Trotski n'hésite pas à parler comme d'un « État bourgeois sans bourgeoisie dans une certaine mesure ». Mais en dernier ressort, elle demeure une bureaucratie d'origine ouvrière, dépendante de la classe ouvrière, tout comme l'État demeure, en dépit du despotisme et de la terreur un « État ouvrier ».

Dans *Défense du marxisme*, Trotski affirme encore : « Sous une forme très déformée, les intérêts de l'État ouvrier se réfractent en dernière instance à travers les intérêts de la bureaucratie. La bureaucratie de l'URSS repose sur l'économie d'un État ouvrier où elle plonge ses racines ». Il reste en cela fidèle à la méthode définie dès 1933 dans *la IV<sup>e</sup> Internationale et l'URSS* : « La classe se détermine non pas seulement par la participation dans

la distribution du revenu national, mais aussi par un rôle indépendant dans la structure générale de l'économie, par des *racines indépendantes dans les fondements économiques de la société*... De tous ces traits sociaux, la bureaucratie est dépourvue. Elle n'a pas de place indépendante dans le processus de production et de répartition. Elle n'a pas de *racines indépendantes de propriété*. Ses fonctions se rapportent dans leur essence à la *technique politique de domination de classe*. La présence de la bureaucratie avec toutes les différences de ses forces et de son poids spécifique caractérise tout régime de classe. Sa force est un reflet. La bureaucratie indissolublement *liée à la force économiquement dominante* est nourrie par les racines sociales de celle-ci, se maintient et tombe avec elle. »

Il y a deux façons possibles de comprendre cette démarche :

– soit y voir une conception réductrice et économiste des classes, exclusivement déterminées par leurs racines dans « les fondements économiques de la société » : ce déterminisme économique aurait paralysé théoriquement (et politiquement, ajouteraient Cornelius Castoriadis et Claude Lefort) l'opposition de gauche devant le phénomène stalinien ;

– soit y voir au contraire une tentative pour penser, dans la continuité de Marx, le phénomène bureaucratique dans sa détermination spécifiquement politique, « lié à la technique politique de domination de classe », autrement dit un effort pour saisir dans leur spécificité les contradictions politiques.

À la lumière de la pratique, si elle n'est pas pleinement satisfaisante, la démarche de Trotski reste la plus féconde. La brutalité et la rapidité de l'effondrement des dictatures

bureaucratiques, qui a surpris plus d'un (et notamment les tenants des thèses sur le totalitarisme), confirment en effet l'incapacité de la bureaucratie à se cristalliser en nouvelle classe fondamentale, à conduire une longue période historique de développement, à stabiliser un mode de production particulier. Un demi-siècle peut paraître long. À l'échelle historique, c'est fort peu. Une fois l'élan révolutionnaire épuisé, cette bureaucratie a fini par étouffer le corps qu'elle parasitait, à provoquer une anémie mortelle. La différence, par rapport au pronostic de Trotski, c'est que l'alternative entre révolution politique démocratique et restauration capitaliste s'est réduite dans l'immédiat à une alternative entre la restauration capitaliste et le chaos. Il ou, plutôt, ses héritiers et interprètes avaient pour la plupart sous-estimé les ravages du parasite dans la durée, alors que ses métaphores (tumeur, cancer, etc.) auraient dû logiquement les conduire à s'interroger sur les conséquences pour le malade.

Inversement, à avoir voulu faire des sociétés bureaucratiques des réalités historiques originales et durables, les théoriciens du totalitarisme, comme Castoriadis, ont fini par ne plus rien comprendre aux contradictions de l'histoire réelle. Rendant un hommage vibrant aux « oligarchies libérales » qui forment « un socle précieux car improbable et fragile, sur quoi autre chose pourra être édifié », il les mettait en garde contre une triple menace : 1. elles auraient été « menacées d'abord militairement et politiquement par la stratocratie russe que sa dynamique interne pousse à la domination mondiale » ; 2. elles auraient été menacées ensuite « d'être submergées par un tiers-monde trois fois plus peuplé qu'elles... » ; 3. elles auraient été menacées « enfin et surtout par leur propre décomposition. La société

politique s'y morcelle en lobbies... l'irresponsabilité s'y propage à grande vitesse » <sup>36/</sup>.

Deux ans avant l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, six ans avant Tien An Men et la chute du Mur de Berlin, sept ans avant la guerre du Golfe : tout faux, sauf peut-être le troisième point ! Pareille bourde ne devrait tourner qu'à la confusion de son prophétique auteur, si elle n'avait nourri l'idéologie politique de la décennie. Car, de son analyse, Castoriadis déduisait bien une politique, assez proche quant au fond de la croisade de M<sup>me</sup> Jane Kirkpatrick, fondée sur la subtile distinction entre « dictatures autoritaires » (dont l'Occident pourrait s'accommoder) et « pays totalitaires ». Cornelius Castoriadis concluait en effet de son diagnostic qu'il n'y avait rien à défendre dans la société russe, alors que, dans les sociétés européennes, « il y a à défendre beaucoup de choses dont rien n'assure que détruites elles ressurgiraient », et que, tout compte fait, on pouvait considérer des Franco et des Pinochet comme un moindre mal, puisqu'il est « certain qu'on peut revenir de Franco, de Salazar, de Papadopoulos, des généraux brésiliens, probablement demain de Pinochet, et qu'on ne revient pas d'un régime communiste une fois établi ».

#### 4. Claude Lefort et la bureaucratie

Claude Lefort relève dans le *Staline* de Trotski un embarras théorique. Dans *État ouvrier, Thermidor et bonapartisme*, Trotski caractérise la dictature bureaucratique comme une forme défigurée de dictature du prolétariat. En vertu de quoi la lutte contre Staline s'enliserait presque toujours dans la voie du compromis. Le malaise aurait des origines profondes. Dans la conception structurelle du parti bolchevique, « c'est la révolution et non le pouvoir prolétarien qui est l'objectif ». Il est significatif que, pour Trotski, il n'y ait jamais crise du mouve-

ment ouvrier mais seulement de sa direction. Si le parti est défini une fois pour toutes comme la forme supérieure, de la conscience, il est logique de faire taire les autres formes d'organisation. Or le prolétariat n'existe que comme expérience concrète de l'unité de l'économique et du politique. C'est pourquoi il ne saurait déléguer sa représentation à un parti.

Comment le prolétariat peut-il assurer toutes les fonctions d'un pouvoir dont il s'est trouvé totalement exclu jusqu'à la veille de la prise du pouvoir ? La réponse du bolchevisme se résume à un pari sur la métamorphose de la classe dans le cours même de la révolution. Mais la classe ne peut naître de la révolution. Il faut donc miser sur les aspects positifs du prolétariat dans son aliénation même : comme producteur universel de la vie sociale. Dès l'origine, la bourgeoisie en formation a tous les traits de son développement ultérieur. Il en va différemment pour le prolétariat, « catégorie sociale qui ne contient pas encore son sens de classe ». Le prolétariat ne peut exister que subjectivement parce que sa conduite n'est pas un pur reflet de ses conditions d'existence. Il faut donc reconstituer de l'intérieur l'attitude du prolétariat (ses révoltes logiques) face à ses grands problèmes quotidiens.

« Dans l'utopie trotskiste, le socialisme se changeait en son contraire sans perdre son identité. » D'où le pronostic de l'alternative à court terme entre restauration politique et révolution politique. Or, la caste a duré et résisté, contre toute prédiction, à l'épreuve de la guerre. La terreur suivait le chemin de la nouvelle classe. « Péché originel aux yeux de la bourgeoisie, comme le disait Marx, l'accumulation primitive l'est bien davantage à ceux

de la bureaucratie qui doit dissimuler jusqu'à son existence de classe. » La bureaucratie est donc pour Lefort « la classe » qui « participe en commun au bénéfice de l'exploitation de la force de travail <sup>37/</sup> ». La classe bourgeoise est sous-tendue par un déterminisme économique, « en revanche les bureaucraties ne forment une classe que parce que leurs fonctions et leurs statuts les différencient collectivement des classes exploitées, que parce qu'ils les relient à un foyer de direction qui détermine la production...

En d'autres termes, la communauté bureaucratique n'est pas garantie par le mécanisme des activités économiques ; elle s'établit dans l'intégration des bureaucrates autour de l'État, dans la discipline absolue à l'égard de l'appareil de production ». La propriété privée introduit un divorce de principe entre capitalistes et capital. L'État bourgeois est un résultat de cette séparation. Dans le régime bureaucratique, la séparation est abolie. L'État redevient consubstantiel à la société civile, c'est-à-dire à la classe dominante. L'ouvrier ne loue plus sa force de travail, il n'est plus une marchandise, mais une parcelle de l'ensemble des forces productives. Il ne se distingue pas formellement du bureaucrate, salarié comme lui. Toute revendication est suspecte de corporatisme face à la corporation qui fait corps avec la corporation générale de l'État : « L'ouvrier rencontre partout les signes de son pouvoir, alors qu'il en est dépossédé. » Mais la classe dominante ne peut se poser comme classe à part.

Le totalitarisme bureaucratique prétend dépasser toute séparation entre l'État et la société, le privé et le public, mais ce faux dépassement s'arrête dans un amalgame forcé, non dans la socialisation du politique, mais dans l'étatisation du social. Il aboutit à une

excroissance monstrueuse du pouvoir politique dans une société où le politique n'est plus une sphère séparée. « Le parti incarne dans la société bureaucratique une fonction historique d'un type absolument *nouveau*. Il est l'agent d'une pénétration complète de la société civile par l'État. Plus précisément, il est le milieu dans lequel l'État se change en société ou la société en État <sup>38/</sup>. »

Hegel se serait arrêté à l'image que la bourgeoisie veut offrir d'elle-même. Marx a percé la mystification de cet universel imaginaire, régi par le secret et faisant de l'État son but privé. Il a bien vu dans la bureaucratie un corps parasitaire inhérent à la délégation de pouvoir par laquelle l'intérêt particulier se travestit en intérêt collectif. Mais il serait resté prisonnier d'une conception limitative des classes, déterminées par les rapports de propriété et non par les rapports de reproduction. De sorte qu'il n'aurait pas pu voir (entraînant dans sa cécité Lénine, Trotski et bien d'autres) le danger historique incarné par la bureaucratie : une bureaucratie politique, qui n'a certes pas ses racines dans l'extraction de la plus-value, mais dans la concentration de l'autorité et « l'organisation scientifique de l'inégalité ».

On trouve à peu de chose près la même critique chez Castoriadis qui partage pour une large part la trajectoire intellectuelle et politique de Lefort. Pour nier le caractère de classe de la bureaucratie, Trotski aurait été obligé de dissocier production et répartition, imputant le phénomène bureaucratique au maintien de normes bourgeoises de répartition dans un État dont les fondements sociaux (rapports de propriété et de production) seraient déjà « ouvriers ». Or production et répartition ne sont pas l'envers l'un de l'autre. Si les rapports de répartition ne sont pas

<sup>37/</sup> Claude Lefort, *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Paris, Tel-Gallimard, 1979.

<sup>38/</sup> *Ibid.*, p. 191.

socialistes, les rapports de production ne peuvent l'être. Dans la *Critique du programme de Gotha*, envisageant la survivance de l'État bourgeois, Marx se réfère à son caractère inégalitaire, non au maintien de l'exploitation. Or Trotski reconnaît que les moyens de production appartiennent à l'État, c'est-à-dire, « en quelque sorte à la bureaucratie », qui s'approprie l'État.

Jusqu'en 1931, c'est la nature politique de l'État qui aurait constitué pour lui la garantie du caractère de l'économie. À partir de 1933, au contraire, le prolétariat est dit « exproprié » politiquement. Mais les rapports non capitalistes de production représentent toujours l'héritage révolutionnaire. Malgré la gabegie bureaucratique, le développement impétueux des forces productives est censé témoigner malgré tout du dynamisme historique de la révolution prolétarienne.

Théoriquement, dans la société socialiste, les rapports de production ne sont plus des rapports de classe, car l'ensemble des individus entrent en relation avec l'ensemble de la société. La différenciation entre individus prend le relais de la différenciation entre classes. Dans la société bureaucratique, prolétaires et bureaucrates entrent dans des rapports économiques déterminés en vue de la production. La bureaucratie dispose des moyens de production, le prolétariat de rien. L'ouvrier est obligé de vendre sa force de travail à l'État. La bureaucratie dicte ses conditions dans le contrat de travail, sans que la force de travail ne dispose des garanties de mobilité liées à son statut marchand sous le capitalisme. Non seulement l'exploitation bureaucratique est scientifique, mais elle est la plus scientifique.

39/ Rudolf Bahro, *l'Alternative*, Paris, Stock, 1979.

### 5. Rudolf Bahro, Michaël Vozlensky...

Dans *l'Alternative*, Rudolf Bahro récuse les concepts trotskistes « d'État ouvrier bureaucratiquement dégénéré » ou de « révolution trahie », pour caractériser les sociétés d'Europe de l'Est de « proto-socialistes » en transition lente. Elles conservent à ses yeux nombre de traits les apparentant à des sociétés capitalistes. Le salaire n'est que « le prix payé par le propriétaire État pour la marchandise force de travail ». Pourtant, admet-il, le développement industriel ne s'opère pas sous les coups de fouet de la concurrence marchande, mais il est commandé par une contrainte qualifiée « d'extra-économique »<sup>39</sup>/. La force de travail ne peut être considérée au sens strict comme une marchandise. La contrainte qu'elle subit n'est pas celle de la concurrence sur le marché du travail, sanctionnée par un droit de licenciement économique et la fluctuation d'un large volant de chômeurs. Elle est d'ordre bureaucratique-disciplinaire, directement politique. L'existence d'une forme de rémunération salariale ne suffit pas à démontrer qu'il s'agit du même salaire (produit de l'échange de la force de travail contre du capital qui s'accumule) que dans le rapport entre travail salarié et capital, qui caractérise les rapports capitalistes de production.

Fondamentalement, l'opposition entre plan et marché en tant que moteurs de la production n'exprime pas une différence de technique de gestion, mais une différence sociale. Dès lors que la production n'est plus gouvernée par la concurrence et la course au profit privé, elle l'est par le plan. Mais, à défaut d'exprimer les besoins et priorités définis par les producteurs eux-mêmes, le plan autoritaire en vigueur dans les sociétés bureaucratiques procède de décrets au prix d'incohérences et d'étranglement du potentiel de

développement. C'est pourquoi la terreur n'est alors ni un accident ni une péripétie. Elle est la forme de pouvoir politique la mieux à même de maintenir la propriété collective des moyens de production tout en niant la démocratie directe des producteurs associés.

Par rapport à une quelconque dictature militaire, ces dictatures avaient cependant une particularité majeure que Bahro relevait sans en tirer toutes les conséquences : « Notre État est incapable essentiellement d'obtenir par la contrainte la même intensité de travail que le capitalisme. » Non, bien sûr, parce que la bureaucratie aurait hésité par scrupule ou hésité sur les moyens. Pour une raison plus fondamentale, inhérente à ses racines historiques, qui faisait la spécificité de ces régimes, leur force relative et leur mortelle faiblesse : « La contradiction entre lui (notre État) et les producteurs directs ne doit pas éclater. »

Là réside en effet l'entrave mortelle de la bureaucratie. Son idéologie affichée revendiquait l'héritage de la révolution et la légitimité de la représentation de la classe ouvrière. Elle étouffait férocement les oppositions et réprimait impitoyablement, mais elle ne pouvait le faire sans s'assurer d'une base sociale en s'appuyant sur le développement des forces productives et sur l'amélioration relative du niveau de vie de la majorité. D'où le paradoxe relevé par Bahro. La bureaucratie continuait à avoir peur du prolétariat qu'elle parasitait jusqu'au sang mais dont continuaient, en dernière analyse, à dépendre ses privilèges : « Le pouvoir n'ose plus se regarder en face, c'est la meilleure part de notre tradition morale et idéologique qui le fait rougir. » La bureaucratie avait besoin d'un masque. Non certes par mauvaise conscience ou pudeur morale, mais parce qu'elle tirait encore sa légitimité du pouvoir usurpé de la classe ouvrière et ne

pouvait trancher ce lien sans signer du même coup son propre suicide en tant que caste privilégiée. Il a d'ailleurs suffi, en Pologne, en Allemagne, en Tchécoslovaquie, que le peuple manifeste en criant « Nous sommes le peuple », pour que le sortilège soit brisé. Si le peuple était ce « nous », qui était donc le « eux » innommable régnant au nom du peuple ?

Les théoriciens du totalitarisme, qui, il y a cinq ans encore, ne voyaient qu'immobilité et glaciation sans retour des sociétés bureaucratiques n'ont rien compris à ces contradictions.

Chez Michaël Voslensky, les difficultés terminologiques témoignent de la même difficulté théorique. Il se réfère à un déjà long héritage, allant de Milovan Djilas, à un texte posthume d'Eugène Varga, en passant par Nicolas Berdiaev, Ota Šik, Rudolf Bahro, Karol Modzelewsky, Jacek Kuron, tous d'accord pour définir la bureaucratie comme « une nouvelle classe » : « Nous étions les témoins terrorisés de la naissance d'une nouvelle classe », celle de l'élite des fonctionnaires du parti estimée à 15 millions de membres, d'une « classe cachée », qui ne peut, à la différence de la bourgeoisie, s'avouer comme telle. Pour lui, les origines de cette nouvelle classe remontent loin, jusqu'à la conception léniniste de l'organisation, creuset d'éléments déclassés, de la « mafia sans classe des révolutionnaires professionnels », qui constitue « l'embryon d'une nouvelle classe ».

La genèse de cette nouvelle classe passe cependant par des étapes. Celle de la création de l'organisation révolutionnaire, celle de la conquête du pouvoir et de la différenciation naissante entre vieille garde et nomenklatura proprement stalinienne, celle enfin du rem-

placement de la première par la seconde, qui élimine une contradiction entre le but et la réalité. « Il ne faudrait pas négliger cette différence », insiste Voslensky.

Parallèlement à Bahro, il relève le besoin qu'éprouve « cette nouvelle classe » de s'avancer non conquérante mais masquée. Elle « nie sa propre existence et essaie de se faire passer pour un simple appareil administratif. Et pourtant, elle a besoin de connaître ses membres. D'où la Nomenklatura. Classe d'administrateurs, son histoire est différente de celle de la bourgeoisie : « elle va de la prise du pouvoir d'État à la prise du pouvoir dans le domaine économique. La Nomenklatura incarne d'abord la direction politique de la société. Ce n'est que par voie de conséquence qu'elle exerce le pouvoir dans le domaine économique <sup>40/</sup>. »

Dans la société bureaucratique, la propriété est une catégorie de fait et non de droit. La Nomenklatura agit comme propriétaire collectif : « les parts sont remises au moment de l'intronisation et leur taille dépend du poste atteint dans la hiérarchie ». D'ordre politique, le mécanisme d'appropriation est à l'évidence différent de l'extorsion de plus-value dans le rapport contractuel privé qui scelle l'échange entre travail salarié et capital. D'ailleurs, note Voslensky, « dans le socialisme réel, la loi fondamentale de la société capitaliste, la chasse au profit maximum, n'est pas pertinente ». La production tolère au contraire des branches et entreprises non rentables. C'est le pouvoir qui est fondamental : « Les nomenclaturistes sont des fanatiques du pouvoir, pas de l'industrialisation et pas même du profit. » D'où l'importance de la police, du renseignement, du complexe militaro-industriel. « La loi économique fondamentale du socialisme réel oblige la Nomenklatura, classe dominante, à garantir

par des mesures économiques la sécurité et l'extension maximum de son pouvoir. »

Voslensky sent bien que la terminologie n'épuise pas l'énigme théorique d'une classe si particulière, qui n'a pas d'automatismes de reproduction, dans les rapports de production et de propriété. Son sort incertain est strictement suspendu aux aléas du pouvoir politique. « L'essentiel, dans la société capitaliste, ce ne sont pas les privilèges, mais l'argent ; dans les sociétés socialistes existantes, c'est exactement l'inverse. » D'où les formules de « classe privilégiée » ou même de « classe parasitaire », qui ne sont guère éloignées de la description donnée par Trotski : « le parasitisme est la morale de classe de la Nomenklatura ».

Voslensky perçoit la contradiction. D'où une classe aussi faible et dépendante peut-elle tirer la vigueur historique nécessaire pour jouer un rôle de premier plan ? Parasitaire, elle vampirise le corps parasité et ne tient sa propre force précaire que de lui. Michaël Voslensky s'en tire par une pirouette : « En fait, il ne devrait pas exister de classe parasitaire, puisque chaque classe occupe une place définie dans le processus de production et y joue un certain rôle. Une classe devient parasitaire dès l'instant où sa rentabilité sociale diminue et où elle commence à coûter plus à la société qu'elle ne lui apporte <sup>41/</sup>. » Le problème, avec la bureaucratie, c'est qu'elle est née parasitaire : « La bureaucratie est une classe d'exploiteurs et de privilégiés. C'est le pouvoir qui lui a permis d'accéder à la richesse et non la richesse qui lui a permis d'accéder au pouvoir <sup>42/</sup>. »

Le défaut de ces analyses tient d'abord à ce qu'elles tombent dans une querelle terminologique sans avoir clarifié le statut conceptuel des notions de classe ou de caste utilisées.

<sup>40/</sup> Michaël Voslensky, *la Nomenklatura*, Livre de poche, p. 119.

<sup>41/</sup> *Ibid.*, p. 500.

<sup>42/</sup> *Ibid.*, p. 570.

Elles opèrent plutôt par analogie conceptuelle paresseuse. On peut parler, comme le fait Voslensky dans sa définition finale, de la bureaucratie comme d'une « classe d'exploiteurs », mais la formule ne fait que déplacer le problème sans le résoudre : qu'entend-on par

classe, à quel niveau de détermination ? et qu'entend-on par exploitation bureaucratique dans sa différence spécifique de l'exploitation capitaliste ?

En cherchant une définition dure de la bureaucratie, promue au rang de classe, on

risque contradictoirement de renoncer à sa complexité et à sa spécificité, dans la médiation entre classes et État, telles que Marx puis Trotski les avaient entrevues.

*Archives personnelles, 1992*